

## ÉCONOMIE &amp; POLITIQUE | INTERNATIONAL

# Les entreprises européennes resteront les plus exposées en 2012

Au contraire de ce qui s'est passé en 2008, l'Europe devrait être la seule région du monde à entrer en récession cette année, selon l'assureur crédit Coface, qui prévoit que les entreprises d'Europe de l'Est seront particulièrement touchées par le risque de défaut.

Frédéric Rohart, à Paris

Le nouveau virage que négocie l'économie européenne peut être observé sous de nombreuses coutures. Celle du défaut de paiement des entreprises est particulièrement parlante. L'assureur crédit Coface publiait hier son Guide Risque Pays 2012, qui donne un bon aperçu de la capacité des entreprises à encaisser les soubresauts du marché. Or, après un court répit - entre fin 2009 et début 2011 -, «Coface a observé une nette rupture du comportement de paiement des entreprises depuis le second semestre 2011, qui a vu une nette remontée des impayés», a indiqué l'assureur crédit lors d'une conférence de presse à Paris. À l'échelle mondiale (157 pays étudiés), les incidents de paiement ont augmenté de 19%. Et la crise de la zone euro n'a pas volé son nom, puisque la poussée est de 28% dans les entreprises des 27 alors que les défauts ont diminué aux États-Unis.



«On fait exactement l'inverse de ce qu'on devrait faire», s'irrite l'économiste français Patrick Artus.

## L'EUROPE SERA L'EXCEPTION

Pour Yves Zlotowski, économiste en chef de Coface, c'est la preuve que la crise prend un nouveau virage. Après une année 2011 «pas trop mauvaise», l'économiste prévoit une récession en Europe (-0,1% de croissance du PIB) cette année. Mais contrairement à la récession de 2008-2009, l'Europe serait cette fois l'exception: les économies émergentes continueraient naturellement de croître (+5,1%), mais les États-Unis (+1,6%) et le Japon (+1,8%) aussi, selon la Co-

face. Et c'est précisément «ce qui permettrait d'éviter le retour au pire de la crise 2008-2009». Les incidents de paiement étant étroitement corrélés à la croissance, la Coface s'attend à une année difficile. «Alors qu'en général un cycle comporte cinq bonnes années pour deux mauvaises, ce cycle-ci s'est considérablement réduit», remarque Zlotowski.

C'est toute la spécificité de cette recrudescence: après un niveau d'impayés record en 2009, l'assureur crédit s'attend à un nouveau pic

dès 2012. «Quel que soit le traitement que l'Europe appliquera à ses crises (Grèce, Italie...), il devrait être néfaste pour les entreprises», estime Zlotowski: le défaut unilatéral provoquerait un choc récessif gigantesque; l'austérité de long terme à la brésilienne bloquerait la croissance; et la «répression financière» - qui consiste à forcer les banques à rester exposées aux dettes souveraines - pénaliserait les entreprises en asséchant ce qu'il reste de capacité de financement.



Quel que soit le traitement que l'Europe appliquera à ses crises, il devrait être néfaste pour les entreprises.

## PAYS DE L'EST AU PILORI

À la manière d'une agence de notation, la Coface note les pays sur le niveau moyen de risque d'im-

payés présenté par ses entreprises. En Europe occidentale, ce sont l'Espagne et l'Italie qui en font les frais. Les deux pays voient

## La Grèce, cet atelier à économistes

► Comme chaque année, c'est lors d'un colloque sous la pyramide du Louvre que la Coface présente son enquête sur le risque pays. L'événement prestigieux voit discuter des invités de marque - le ministre français de l'Économie François Baroin, le secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría notamment. Il voit surtout débattre des économistes et entrepreneurs européens aux opinions bien trempées. Comme le professeur allemand Max Otte, de l'université Karl-Franzens, pour qui il faudrait mettre un terme pur et simple à Bâle II et III. Pour qui surtout, la Grèce, «mais également l'Espagne, le Portugal et l'Irlande devraient sortir de l'euro». En face, le président de la Chambre de commerce internationale grecque tente de recadrer: «La Grèce est un atelier où les économistes testent leurs théories», avance Nicolas Vernicos. Et de soulever la question qui taraude tous les Grecs: «Pourquoi la banque centrale européenne accepte-t-elle d'aider les banques privées avec des prêts à 1% alors que

les aides à la Grèce dépassent les 5%?» Pour l'économiste français Patrick Artus, un problème central est la confusion entre solvabilité et liquidité. «La Grèce est insolvable, il ne sert à rien de l'aider, mais on aide; l'Italie et l'Espagne sont solvables mais ont des problèmes de liquidités, on devrait les aider mais on ne le fait pas... On fait exactement l'inverse de ce qu'il faudrait faire», s'irrite-t-il. Parallèlement, le problème majeur des pays européens - et notamment de la France - est la croissance à long terme, souligne l'économiste de Natixis. «Notre problème est que nous n'avons pas de croissance potentielle, les agences de rating ont raison de le dire: il faut des politiques qui refabriquent de la croissance derrière [la rigueur].» Il craint surtout le mouvement de rigueur collectif: «Toutes choses égales par ailleurs, si la France réduit son déficit d'un point de PIB, sa croissance va réduire de 0,5%. Mais si tous les pays de la zone réduisent leur déficit d'un point, la perte de croissance sera supérieure à 1%...» ■

F.R.

leur note abaissée d'un cran (à A4), l'un en raison de l'endettement de son secteur privé, l'autre à cause de l'ampleur de son endettement public. «Depuis le début de l'année 2011, Coface constate une montée d'environ 50% des incidents de paiement des entreprises des deux pays», contre 24% en Allemagne. Après avoir été dégradée d'un cran en 2010, la Belgique se maintient quant à elle au niveau «A2», comme la plupart des pays de l'Europe de l'Ouest. Toutes régions confondues, ce sont les entreprises de l'ancien

bloc de l'Est qui accusent le plus durement le coup. Notamment parce que les banques d'Europe occidentale, sous pression, vont devoir réduire leur soutien à leurs filiales, et donc limiter l'octroi de crédits dans cette zone. «Or les créances des banques européennes représentent 70% du PIB est-européen», rappelle Yves Zlotowski. Hongrie et Croatie ont ainsi été dévaluées (à B), tandis que Tchèque, Slovaquie et Roumanie sont placées sous surveillance négative. Pour ces pays, la crise ne fait que commencer. ■

LE PRÉSIDENT TAÏWANAIS MA YING-JEU A ÉTÉ RÉÉLU PRÉSIDENT AVEC 51,6% DES VOIX

## Le candidat du rapprochement avec Pékin réélu à Taïwan

## ZOOM

Le président taïwanais Ma Ying-jeou, artisan du rapprochement avec la Chine, a été réélu samedi pour un mandat de quatre ans. Face à lui, une femme, Tsai Ing-wen, chef de l'opposition, tenant d'une politique ferme et indépendante vis-à-vis de Pékin. Ma Ying-jeou a obtenu 51,6% des voix et largement devancé son adversaire, qui a recueilli 45,6% des suffrages, selon le résultat officiel final diffusé par la Commission électorale. «Nous avons gagné», a clamé Ma devant ses partisans, réunis dans son quartier général de campagne dans le centre de Taïpei, peu avant la proclamation officielle des résultats. «Ce n'est pas une victoire personnelle, c'est la victoire des Taïwanais et la victoire de la voie de l'intégrité, de la prospérité et de la paix», a-t-il déclaré.

Tsai Ing-wen a concédé sa défaite peu après. «Nous voulons exprimer nos plus profonds regrets à

nos partisans pour notre défaite», a déclaré Tsai Ing-wen, du Parti progressif démocrate (PPD). «Nous acceptons la décision des Taïwanais et félicitons le président Ma», a-t-elle ajouté devant ses partisans réunis près de Taïpei.

## RELATIONS APAISÉES

Ma Ying-jeou, un juriste de 61 ans formé aux États-Unis, défend des relations apaisées avec la Chine, premier partenaire commercial de Taïwan. Il a promis la continuité samedi soir.

Les États-Unis ont félicité le président taïwanais pour sa réélection et lui ont apporté leur appui à la poursuite du rapprochement entre Taïpei et Pékin. «La paix, la stabilité et l'amélioration des relations entre les deux rives du détroit (de Formose), dans un environnement débarrassé de toute intimidation, revêtent une grande importance pour les États-Unis», a souligné la Maison Blanche dans un communiqué. De son côté, la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, a salué la vic-

toire de Ma Ying-jeou, émettant également le souhait que la politique de rapprochement avec Pékin serait poursuivie lors de son prochain mandat. Les médias officiels chinois estiment, pour leur part, que la victoire de Ma Ying-jeou pourrait offrir de «nouvelles opportunités» à une amélioration

des liens entre les deux territoires. Taïwan et la Chine sont séparées depuis la fin de la guerre civile chinoise de 1949. Taïwan est indépendante de fait depuis, mais Pékin la considère comme une province rebelle, n'excluant pas la force pour la faire revenir dans son giron. ■



Ma Ying-jeou a laissé éclater sa joie après l'annonce de sa victoire.

© AFP

## Nigeria: les syndicats suspendent la grève

Les syndicats ont annoncé lundi la suspension d'une grève générale qui a paralysé le Nigeria pendant huit jours peu après une concession du pouvoir et une intervention massive des forces de sécurité.

La grève avait commencé lundi 9 janvier, après la suppression des subventions aux carburants, qui avait provoqué une flambée des prix à la pompe dans le premier producteur de brut et pays le plus peuplé d'Afrique. A Lagos, la métropole économique, quelque 300

manifestants ont protesté lundi dans la rue, jugeant insuffisant le geste du président Goodluck Jonathan, qui avait annoncé dans la matinée une baisse du nouveau prix de l'essence d'environ 30%. Le gouvernement a justifié l'arrêt de subventions aux carburants pour financer la modernisation des infrastructures du pays. Mais le doublement du prix de l'essence frappe durement une population de 160 millions d'habitants dont la majorité vit avec moins de deux dollars par jour. ■



© Reuters

## Israël victime de cyberattaques

Une campagne de piratage informatique contre Israël a frappé lundi les sites officiels de la Bourse de Tel-Aviv et de la compagnie aérienne El Al, inaccessibles au public, nouvel épisode d'une cyberoffensive revendiquée par des hackers arabes. La semaine dernière, des hackers affirmant être saoudiens ou palestiniens de Gaza avaient révélé les coordonnées de dizaines de milliers de cartes de crédit appartenant à des Israéliens et attaqué des sites publics israéliens, tels ceux des pompiers. L'accès à une

caisse d'assurance maladie a aussi été sérieusement perturbé, selon la radio publique.

Le vice-ministre israélien des Affaires étrangères Dany Ayalon a qualifié ces attaques de «terrorisme» et menacé d'en «frapper» les auteurs dans le cyberespace. Un responsable d'un plan gouvernemental de lutte contre les cyberattaques, Yitzhak Ben-Israel, a révélé à la radio qu'une Autorité chargée de la défense des données fonctionnait depuis le 1er janvier. «Mais ce n'est pas en deux semaines que l'on peut régler des

problèmes, il faudra entre un et deux ans avant que nous puissions repousser les attaques de hackers», s'est-il défendu. Il a précisé que les sites comme ceux de l'armée et du renseignement avaient été protégés en priorité «depuis une quinzaine d'années». En 2002, le gouvernement a étendu ces procédures de protection à des sites civils considérés comme vitaux tels que les compagnies d'électricité, d'eau ou du rail. Des institutions civiles restent vulnérables, a-t-il souligné, sans préciser lesquelles. ■ AFP